

L'ECHO DE MANITOBA.

JEUDI, MARS 2, 1899.

Toutes communications concernant la rédaction
devront être adressées à

M. H. d'HELLEN COURT, REDACTEUR.

LA CONVENTION LIBERALE FRANÇAISE.

A l'heure où paraîtra ce numéro, les délégués des nombreuses associations libérales françaises fondées dans le Manitoba depuis un an, seront réunis à Winnipeg pour assister à la convention annuelle de l'association provinciale.

L'ECHO DE MANITOBA leur souhaite cordialement la bienvenue et leur adresse ses bien sincères félicitations, pour les magnifiques résultats obtenus en ce court délai d'une année.

Leur présence à Winnipeg est une manifestation éclatante des progrès accomplis par les idées libérales dans notre population canadienne-française, et le présage non moins certain des progrès que nous réserve l'avenir.

Pour la première fois depuis l'existence du Manitoba, le principe fondamental d'un véritable gouvernement parlementaire se trouve mis en pratique dans notre population française.

—Pour le peuple et par le peuple.—

A l'encontre des conventions tenues par le parti conservateur, qui ne réunissaient qu'un certain nombre de partisans soigneusement choisis, la convention dont la réunion a lieu aujourd'hui se compose de délégués uniquement élus par les citoyens des différentes paroisses.

Ce ne sont pas des partisans prêts à applaudir aveuglement aux suggestions de potentats chez qui l'intérêt personnel domine seul; ce sont des citoyens uniquement préoccupés de défendre les intérêts remis entre leurs mains, par leurs concitoyens, et qui n'admettront pour guide que le bon sens et la vérité.

Réjouissons-nous donc, de cette véritable révolution introduite dans nos mœurs, c'est le premier pas dans la voie glorieuse par laquelle notre race s'acheminera à l'avenir de gloire et de progrès auquel elle aspire avec raison.

Nous ignorons le programme des travaux arrêté par l'Exécutif Provincial, et qui sera soumis aux délibérations de la convention, mais il est assurément des plus importants et le résultat de cette assemblée sera de donner une nouvelle et vigoureuse impulsion à la propagande libérale.

La concorde et l'union unis au service de la vérité, triomphent sans peine de tous les obstacles qui peuvent se dresser sur le chemin.

LA CONFERENCE DE WASHINGTON.

Les membres canadiens de la conférence internationale qui, à Québec, d'abord, puis à Washington, s'étaient réunis dans le but de terminer à la satisfaction des deux pays les différends existant entre le Canada et les Etats-Unis, sont revenus cette semaine à Ottawa.

Après de laborieuses discussions, l'accord était fait sur un grand nombre de points, mais la question des frontières de l'Alaska a empêché un règlement final d'intervenir; les Américains

s'étant montrés intraitables à cet égard, et d'autre part les commissaires canadiens ayant préféré interrompre les pourparlers et les ajourner plutôt que de céder des droits indiscutables.

C'est un échec pour ceux qui désiraient sincèrement l'établissement de relations commerciales plus étendues entre les deux pays, mais la responsabilité de cet échec retombe entièrement sur les commissaires américains, et en bonne justice on ne peut qu'approuver hautement la correction et le bon sens patriotique des commissaires canadiens qui n'ont rien épargné pour arriver au résultat souhaité, et ne se sont retirés que devant l'impossibilité où ils se sont trouvés d'obtenir une solution équitable.

Il faut leur savoir gré d'avoir placé les intérêts du pays au-dessus de leurs intérêts politiques; ils ont bien mérité de la patrie et seront approuvés par tous les gens sincères.

Maintenant, peut-on espérer que les négociations seront reprises dans un avenir plus ou moins prochain? il serait téméraire de se prononcer catégoriquement à cet égard.

Car jamais circonstances plus favorables ne se réuniront pour permettre de rencontrer nos voisins dans un esprit de conciliation et de justice, que celles au milieu desquelles avait été décidée cette conférence.

On pouvait espérer que les bons offices de l'Angleterre envers les Etats-Unis durant et après la guerre avec l'Espagne, disposeraient les hommes d'Etat américains à prêter une oreille favorable aux ouvertures du Canada, et ce que la reconnaissance a été incapable de faire naître, l'intérêt seul pourra désormais le produire.

Mais les intérêts des Etats-Unis sont essentiellement divers, ce qu'il est ou le Nord seraient prêts à accorder, l'Ouest ou le Sud s'y opposent énergiquement, et dans ces conditions il semble bien difficile de pouvoir réunir la majorité de voix dans le sénat, les 3 nécessaires à l'adoption de tout traité de ce genre.

Faut-il donc, ainsi que le prétend Sir Charles Tupper, jeter le manche après la cognée et prêcher la croisade commerciale contre les Etats-Unis?

Non, certes, ce serait puéril, et pour jeune que soit le Canada il ne lui est pas cependant permis de jouer ce rôle d'enfant boudoir, et capricieux, peu propre à relever son prestige.

Mazarin qui n'était pas le dernier des imbéciles avait pris pour devise :

Le temps et moi,

Et le rusé italien a prouvé que cette devise fort sage était aussi d'une application fort profitable.

Nous n'en voyons pas de meilleure pour le moment présent, et l'Hon. Sir Wilfrid Laurier est l'homme à l'appliquer fort habilement.

Notre préoccupation doit être de tirer parti le plus possible des efforts tentés, d'en extraire tout ce qu'ils peuvent donner et ce serait folie que d'abandonner de gaieté de cœur les avantages si minimes soient-ils, acquis au cours des négociations dernières pour nous lancer stupidement dans une politique de représailles.

Si en fin de compte nos bonnes volontés restent infructueuses et ignorées, il sera temps alors de changer de tactique, mais au moins le ferons-nous en pleine connaissance de cause, et après avoir mis le bon droit de notre côté?

Nous croyons que telle est logiquement la conduite à suivre; le bouillant chef de l'opposition, Sir Ch. Tupper, serait peut-être ravi de nous voir nous lancer dans la voie des représailles, ne serait-ce que pour pouvoir accuser le parti libéral d'inconséquence.

Les organes torys se montrent d'ailleurs d'une rare mauvaise foi; le *Telegram* de Winnipeg termine ainsi un article sur l'ajournement de la conférence.

"C'est le devoir de ses adversaires (à Laurier) de montrer quelle opportunité favorable sans précédente pour négocier un traité satisfaisant, a été sacrifiée par suite de son imprudence et de son incapacité."

On n'est pas plus manifestement injuste et partisan, car Sir Wilfrid Laurier a fait preuve en les circonstances actuelles d'une prudence et d'une habileté incontestables, auxquelles ses adversaires eux-mêmes, les Américains, se sont plu à rendre hommage; mais plus que tout encore le patriotisme éclairé dont il a fait preuve en cette occasion, sa fermeté à défendre nos droits, tous nos droits, lui assurent le respect et la reconnaissance de tous les vrais patriotes que la passion politique n'a pas rendus réfractaires à tout sentiment d'équité.

LA CONTAGION.

Il est profondément attristant de constater à quel point les funestes exemples d'égoïsme et de mesquinerie, donnés au peuple par les chefs conservateurs qui ont présidé jusqu'à ce jour aux destinées de la population canadienne-française du Manitoba ont influé sur les sentiments d'un certain nombre d'individus.

La passion et l'intérêt personnel sont depuis si longtemps les seuls pivots autour desquels tourne notre politique locale, que les meilleurs à leur insu subissent l'influence de ces honteux mobiles et n'arrivent pas toujours à s'y soustraire.

Il importe de réagir énergiquement contre ces émanations délétères et de se souvenir que les véritables doctrines libérales sont précisément la négation de tous ces sentiments étroits et mesquins faits de rancunes et d'ambition.

Les divergences d'opinion, les justes mécontentements même, doivent disparaître, devant les intérêts supérieurs de la race. Qui méconnaît ce principe, fait injure au vrai libéralisme.

LA FAUSSE MONNAIE INTELLECTUELLE.

Les trois quarts des gens vivent d'idées toutes faites, de formules qui sont la monnaie courante des conversations habituelles. D'où viennent la plupart de ces formules, où et comment on les a prises naissance? ce serait une curieuse étude; contentons-nous pour aujourd'hui de constater leur existence et déplorons-la car neuf fois sur dix, ces idées qui constituent une sorte de fon-

laire, de livre de sagesse des peuples, et sont acceptées comme telles par la généralité, sont abominablement fausses, sans fondement.

C'est une fausse monnaie à l'effigie du bon sens mais frappée ordinairement par la passion.

Tels sont, les lieux communs qui ont cours au sujet de l'immigration, lieux communs acceptés avec d'autant plus de facilités qu'ils servent inconsciemment d'excuses à l'apathie de la plupart des gens, heureux de s'en prendre au gouvernement d'un insuccès dont presque toujours la responsabilité retombe quelque peu sur chacun d'entre eux.

Le rapport du comité spécial permanent de l'agriculture et de la colonisation, que vient de publier le gouvernement, nous offre l'occasion de rectifier quelques-unes des erreurs en vogue, de faucher quelques-unes de ces mauvaises herbes qui infectent le champ de la croyance populaire.

Voyons d'abord ce que dépense le gouvernement pour l'immigration.

En 1897, le crédit voté pour l'immigration était de \$130,000.00. Celui porté au budget pour 1899 est de \$200,000.00, soit une augmentation de plus de moitié.

Ceci pour les gens qui s'en vont répétant que le gouvernement libéral ne fait pas assez pour l'immigration.

Voyons maintenant les résultats :

En 1896, le nombre total d'immigrants arrivés à Winnipeg entre le 1 janvier et le 30 mai étaient de 1,709.

En 1897, de 3,828.

En 1898, de 16,695.

Soit cinq fois plus qu'en 1897 et quinze fois plus qu'en 1896.

Le nombre de ceux fixés au Manitoba qui était de 1,128 en 1896, est monté à 5,637 en 1898.

Pour le Nord-Ouest les chiffres sont de 534 en 1896, et de 4,152 en 1898.

Bonnes gens qui prétendez que le gouvernement libéral dépense l'argent sans résultat, méditez ces chiffres.

Comment se décompose cette immigration par rapport à la provenance? Le tableau suivant vous l'indique.

| | 1896 | 1897 | 1898 |
|------------------|-------|-------|--------|
| Est du Canada... | 113 | 59 | 0,098 |
| Etats-Unis | 297 | 380 | 2,553 |
| Europe | 1,299 | 3,389 | 5,044 |
| Total | 1,709 | 3,828 | 16,695 |

| | 1896 | 1897 | 1898 |
|--------------------------|-------|-------|--------|
| Anglais | 316 | 272 | 1,908 |
| Irlandais | 6 | | 120 |
| Ecosais | 31 | 28 | 336 |
| Allemands | 374 | 169 | 372 |
| Scandinaves.. | 230 | 179 | 231 |
| Français et Belges | 215 | 191 | 193 |
| Galiciens | 308 | 2,731 | 2,307 |
| Canadiens | 173 | 99 | 8,899 |
| Américains .. | 71 | 94 | 2,020 |
| Autres | 45 | 65 | 309 |
| Total | 1,709 | 3,828 | 16,695 |

Que nous indiquent ces tableaux.

1o. Que l'ensemble des immigrants de race anglo-saxonne et française (Anglais, Irlandais, Ecosais, Français, Belges, Canadiens, Américains), c'est-à-dire appartenant aux deux races mères, s'élève à 13,476, ce qui donne

pour l'élément étranger à ces races le chiffre de 3,219.

Autrement dit, les colons venus en 1898 sont pour les quatre cinquièmes anglais ou français.

Voilà qui dément singulièrement les clameurs de ceux qui accusent le gouvernement de favoriser l'immigration d'éléments étrangers aux deux races qui se partagent le Dominion.

Encore un chardon d'arraché.

Nous avons déjà dit et prouvé que le gouvernement ne donnait aucun subside, comme avantage particulier à une classe quelconque d'immigrants, il est bon de le répéter, car c'est là une des erreurs les plus communément répandues par les adversaires du gouvernement.

Les Galiciens, non plus que les Doukhobors, n'ont reçu aucune allocation pécuniaire; pour ces derniers c'est un comité formé en Angleterre qui a fait les frais de leur transport, et le gouvernement s'est contenté d'allouer à ce comité les allocations qu'il paie à chaque agent pour chaque tête de colon qu'il envoie.

Moquez-vous donc sans pitié des bons apôtres qui voudraient vous faire prendre cette vessie pour une lanterne.

Enfin il convient d'ajouter que l'œuvre du gouvernement en ce qui touche le rapatriement des Canadiens des Etats-Unis est des plus actives.

Il ne faut pas juger seulement d'après le chiffre de ceux qui viennent au Manitoba et au Nord-Ouest, car le nombre de ceux qui se fixent dans la Province de Québec est considérable.

Outre les agents fixes et les agents locaux que le gouvernement entretient aux Etats-Unis, il faut citer les chiffres suivants qu'il paie à différentes personnes ou œuvres qui travaillent pour le rapatriement. Ces chiffres sont ceux énoncés dans le rapport du comité permanent.

| | |
|---|-----------------|
| Rév. P. Morin..... | \$ 800 |
| Rév. P. Brousseau | 500 |
| Rév. P. Blais..... | 600 |
| Société de Colonisation, Montréal | 3,000 |
| Ch. d. F. du Lac Saint Jean..... | 8,000 |
| Rév. P. Paradis..... | 600 |
| | \$13,500 |

Soit un total de \$13,500 consacré à l'œuvre du rapatriement en plus des sommes dépensées par les agents fixés aux Etats-Unis.

Ces sommes s'appliquent à l'exercice 1897.

Viendra-t-on répéter encore que le gouvernement ne fait rien pour favoriser l'œuvre de rapatriement?

Il faut espérer que ces chiffres aideront les hommes de bonne foi à se débarrasser de la fausse monnaie mise en circulation dans nos campagnes par la mauvaise foi de nos adversaires, et leur permettront de confondre les faux monnayeurs chaque fois qu'ils en auront l'occasion.

Messe de Requiem

La colonie française de la Province de Manitoba se propose de faire célébrer une messe solennelle de Requiem, en l'honneur du Président Félix Faure.

La cérémonie aura lieu le jeudi, 9 mars, à 9 heures et 30 minutes du matin en l'Eglise Ste-Marie, à Winnipeg.

Les souscriptions seront reçues chez M. P. Sala, 513, rue Main.